La critique du discours des « anciens » médias « mise au Net » : un nouveau type d'argumentation politique ?

*Criticizing the "Traditional" Media on the Web: A New Type of Political
Argumentation?*

Roselyne Koren

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/1463>

DOI : 10.4000/aad.1463

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Roselyne Koren, « La critique du discours des « anciens » médias « mise au Net » : un nouveau type d'argumentation politique ? », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 10 | 2013, mis en ligne le 10 avril 2013, consulté le 23 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aad/1463> ; DOI : 10.4000/aad.1463

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2019.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La critique du discours des « anciens » médias « mise au Net » : un nouveau type d'argumentation politique ?

*Criticizing the "Traditional" Media on the Web: A New Type of Political
Argumentation?*

Roselyne Koren

Introduction

- 1 La notion de discours politique réfère initialement aux paroles prononcées en public par des responsables politiques dans le cadre de leur fonction. Il s'agit alors de persuader l'auditoire afin de garder ou de conquérir le pouvoir. Or l'objet que nous nous proposons d'analyser ici - la critique du discours et de la rhétorique de médias écrits traditionnels sur la Toile - ne correspond pas à cette définition. Il s'agit au premier abord d'un conflit de légitimité dans le champ des médias plutôt que de délibération politique.
- 2 Ce n'est cependant pas ce conflit de légitimité qui constitue l'objet de cet article. On souhaite contribuer ici à l'élargissement de la notion d'argumentation politique en y intégrant la critique sur la Toile de la rhétorique de médias au service de la démocratie représentative¹. Il s'agira donc de tenter de démontrer qu'analyser, juger et transformer les pratiques discursives et argumentatives de ces médias est l'une des formes actuelles du politique pratiqué sur le Net². Ce n'est certes pas la première fois dans l'histoire de l'argumentation politique que la contestation de discours institutionnels jugés coercitifs implique la mise en cause de leur rhétorique ; ce n'est pas non plus la première fois que la complaisance d'une partie des médias à l'égard des hommes de pouvoir fait l'objet de critiques virulentes de la part d'autres médias ou de

sociologues des médias. On ne prétendra donc pas que là se situe l'originalité du corpus constitué pour cette étude, ni la contribution spécifique de cet article au dossier. Il s'agira en fait de rendre compte du changement de statut de ce métadiscours critique : au lieu de constituer une sous-catégorie de la rubrique « médias », il est devenu l'une des motivations fondamentales de la polémique autour de la dimension politique de l'information³. Il est également présenté comme la raison d'être de la création de sites comme *La Gazette électronique Arrêt sur images*⁴ et *Acrimed*⁵.

- 3 Ces deux sites s'opposent certes sur un point fondamental : le premier accorde une importance primordiale à la délibération politique ; il n'est pas un site militant et se refuse à passer de la critique à l'action⁶. *Acrimed*, par contre, est une association politique militante qui déclare explicitement vouloir passer de la critique à l'action et reproche aux journalistes de *La Gazette* leur refus d'intervenir activement dans le combat politique pour le pluralisme et l'indépendance financière de la presse⁷. Ce qui les rapproche néanmoins, c'est l'importance primordiale accordée à une méthode de contestation commune : l'analyse critique des pratiques discursives et argumentatives de médias faisant, à leurs yeux, le jeu de l'État. Leur cible commune est donc la trame langagière de tout discours où informer, c'est tenter d'assujettir le lecteur au lieu de l'émanciper⁸. Ces deux médias confirment donc la pertinence de la définition élargie du discours politique proposée par Pierre Carlier (2003 : 12-13) : « Tout propos qui implique un jugement sur l'organisation de la communauté est politique » et par « jugement sur l'organisation de la communauté » on entendra ici évaluation par ces médias et mise en cause des langues de bois et des rhétoriques qui tentent de déposséder les auditoires de leur liberté d'opinion et de masquer, sous les dehors de l'information, des procédures discursives de domination idéologique.
- 4 Une dernière mise au point s'impose avant d'entrer dans le vif du sujet : présenter et justifier la conception de l'argumentation qui sous-tend cet article. Il s'agit de trois des axiomes de la Nouvelle Rhétorique perelmanienne, sélectionnés parce qu'ils éclairent respectivement trois des aspects fondamentaux des argumentaires du corpus : 1) l'ancrage de l'argumentation dans le discours d'un sujet autonome et responsable qui assume explicitement ses prises de position ; cette conception du sujet nous semble liée par des liens essentiels à la liberté de dire crûment, revendiquée et pratiquée dans les textes du corpus ; 2) la décision de considérer son interlocuteur comme *alter ego* et même comme le juge ultime de la légitimation de ses dires et non pas comme l'allocutaire à séduire, à convertir ou à exclure. Cet axiome permet de comprendre les enjeux de la critique qui a la passivité de l'auditoire des médias représentatifs pour objet, mais aussi la décision d'accorder une place centrale à la coopération avec les internautes ; 3) la déculpabilisation de l'acte d'énoncer des jugements de valeur et donc l'élaboration d'un régime de rationalité axiologique ; le jugement de fait et la vérité référentielle restent certes centraux dans un débat qui a la nature politique de l'information pour enjeu, mais ils ne constituent plus un enjeu unique et primordial. Évaluer le juste et le bien devient aussi important que dire le vrai. Ce qui était sacré dans les anciens médias, soit la véridiction et le rapport objectif et spéculaire au réel, est remplacé par l'argumentation d'opinions vraisemblables et de postures critiques décomplexées assumant leur subjectivité, leurs évaluations et donc l'acte de juger.
- 5 On suivra donc ici le plan suivant : analyse critique des descriptions de la rhétorique des médias traditionnels et, à travers elle, de celle des institutions dont ils serviraient les intérêts, puis passage à la définition d'une rhétorique politique émancipatrice

redevvenue possible sur le Net. On appliquera enfin les résultats de cette exploration focalisée du politique à l'ère numérique à l'analyse de quelques exemples types.

- 6 Ces exemples sont extraits d'un corpus qui comprend les quatre composantes suivantes : 1) la version imprimée d'une centaine d'« émissions » ou de chroniques de la *Gazette Arrêt sur images*, 2) deux petits livres publiés par *La Gazette* : un pamphlet satirique, *Crise au Sarkozistan* (2010) et *L'interview impossible Les questions jamais posées Les réponses inavouables* (2011)⁹, 3) une dizaine de textes publiés par *Acrimed*¹⁰, 4) les trois premiers numéros d'une revue imprimée, *Médiacritique(s)*, créée par *Acrimed* en octobre 2011. Ce corpus doit sa cohérence à la critique des discours coercitifs et des langues de bois, mais aussi à une commune aspiration à repolitiser la société civile par le langage.

1. Tenants et aboutissants de la critique des langues de bois institutionnelles

- 7 L'un des traits spécifiques de la critique politique à l'œuvre dans notre corpus est la défiance à l'égard du pouvoir de domination de la rhétorique des discours institutionnels. Celle-ci se caractériserait par l'activation de pratiques discursives semblables à celles évoquées par Krieg-Planque et Oger (2010 : 92-95) : réduction de la « dissonance », effacement des « traces de la conflictualité », « appel à l'assentiment » et à « l'adhésion », soit en fait délégitimation de ce qui constitue l'un des traits spécifiques fondamentaux de l'argumentation et du genre délibératif : la légitimité du désaccord et de la réfutation. L'euphémisme est l'une des cibles privilégiées de ce type de mise en cause ; il sert fréquemment d'exemple type car euphémiser, c'est selon ces médias, masquer, opacifier et donc bloquer l'accès à un savoir crucial. On lit ainsi dans *Crise au Sarkozistan*, publication de la *Gazette @si*, que le « coup de gueule » poussé par une commissaire européenne, Viviane Reding : « C'est une honte ! Trop, c'est trop » au sujet de l'expulsion de « Roms » par la France a été qualifié par David Pujadas de « ton inhabituel de la part de la commission » (5). Le pouvoir et les anciens médias pratiqueraient tous deux cette langue de bois incapable d'« appeler un chat un chat » soit « les choses par leur nom » (7), alors que le Web permet de « nommer à tout va ». « L'Homme fort du régime » y remplace la qualification euphémisée « les plus hautes autorités de l'État », et « injure » y recadre « ferme démenti du directeur général de la police » (7). Quant à la « langue de bois du pouvoir », l'auteur traduit « grand débat sur l'identité nationale » par « campagnes de haine [...] institutionnalisées » ; et le rédacteur de *Crise au Sarkozistan* de conclure en soulignant la distance entre les « slogans lénifiants du discours officiel » rapportés tels quels par la plupart des « anciens » médias et la réalité soit « la vacuité d'une langue de bois omniprésente, assourdissante, qui s'efforce de masquer la poussière » (72).
- 8 La rhétorique obscure des discours institutionnels est également la cible d'*Acrimed*. Le site publie le 28 avril 2010 la seconde version mise à jour d'un « Lexique pour temps de grèves et de manifestations », publié à l'origine en 2003¹¹. Elle comprend quatre sections précédées par un axiome commun : « *La langue automatique du journalisme officiel est une langue de bois officielle* ». Le nom « Réforme » est le premier lexème défini dans la catégorie « I. Consensus sous surveillance ». La démarche pseudo-lexicographique est la suivante :

Quand une réforme proposée est imposée, cela s'appelle « LA réforme ». Ne plus dire : « les travailleurs combattent les politiques libérales qui favorisent chaque

jour davantage les revenus du capital et dissolvent l'Etat social ». Ecrire : « *Une autre chose dont on peut être sûr - et qui nourrit l'antienne d'un pays impossible à réformer -, c'est la nature difficile des rapports sociaux en France. La conflictualité l'emporte sur le consensus. Vieil héritage de la culture ouvrière revendicative du XIXe siècle du côté des organisations syndicales, crispées sur la défense des droits acquis [...].* » (Le Monde Economie, mardi 7 juin 2005, page I).

- 9 « Consensus sous surveillance » met en cause le contrôle radical exercé par une pensée unique interdisant toute velléité de contestation. L'emploi essentialiste de l'article défini (*LA réforme*) est considéré comme un coup de force neutralisant *a priori* l'option de la discussion et donc l'éventualité revivifiante du *dissensus*. L'énoncé qui permet de « nommer à tout va », soit de référer à des acteurs sociaux prenant leur destin en main et de désigner explicitement les causes de l'injustice, est traduit dans la langue de bois institutionnelle du journal *Le Monde* où des notions abstraites inanimées comme la « conflictualité » se substituent aux sujets sociaux¹² protestataires. Ce type de déréalisation bloque les procédures de contestation *a priori* : une notion abstraite, même personnifiée, ne peut être interpellée. Cette rhétorique impersonnelle et pseudo-scientifique donnerait lieu dans *Le Monde* à des jugements de valeur péjoratifs arborant les apparences du jugement de fait socio-historique, comme l'indiquent ces énoncés derrière lesquels on entend l'assertion axiologique implicite 'c'est mal' : « un pays impossible à réformer », « culture ouvrière revendicative », « organisations syndicales crispées », « La conflictualité l'emporte sur le consensus ». Il y a donc selon *Acrimed* masquage du point de vue et discours codé pour initiés. Entrer en politique consiste en l'occurrence à effectuer un travail d'analyse discursive critique et polémique qui augmente la visibilité d'un trait fondamental des langues de bois : l'opacification du dénoté. *Acrimed* a donc pour fin de pratiquer une critique des médias « radicale (parce qu'elle prend les choses à la racine...) et explicative ; une critique intransigeante (parce qu'elle ne se laisse pas intimider) et politique » par ses fondements et ses objectifs. Il s'agit d'explorer des formes discursives de domination afin d'aboutir - contrairement à la *Gazette* qui se veut néanmoins tout aussi radicale, explicative et intransigeante - à des « propositions alternatives »¹³.

2. Défense et illustration du défigement et du « décentrage » par le langage

- 10 La critique ne se limite toutefois pas à la dénonciation des langues de bois institutionnelles. Il y a argumentation en faveur de la création d'une rhétorique de « déplacement du centre de gravité de la démocratie, de l'espace médiatico-institutionnel vers la société en conversation »¹⁴. A l'origine de cette entreprise : la décision de chercher refuge¹⁵ dans « une contrée indépendante » (*ibid.*) où les « cybercitoyens » seraient hors d'atteinte, dans un espace démocratique participatif favorisant la communication horizontale entre *alter ego*. On trouve ainsi sous la plume des journalistes, mais aussi des scientifiques qui analysent la rhétorique institutionnelle et celle de ses contestataires sur le Net, des métaphores spatiales récurrentes qui opposent verticalité et horizontalité. « Système pyramidal », « parler en surplomb », « journalisme en surplomb », « discours hiérarchique vertical » y réfèrent aux médias traditionnels, jugés incompatibles avec la configuration en réseau qui « interdit aux rédactions de s'organiser selon une classique hiérarchie pyramidale ».

- 11 L'horizontalité est le nouveau principe d'agencement de la démocratie participative, comme le soulignent Fogel et Patino (2007 : 97)¹⁶. Il existe aussi, par ailleurs, des métaphores liées à la notion de centre car parler au « centre » ou se « recentrer », c'est se situer dans le champ de la démocratie représentative ; pratiquer, par contre, le « décentrage », soit dans les termes d'*Arrêt sur images* : cesser de craindre le *dissensus*, « nommer les choses sans précautions verbales »¹⁷, c'est prendre le parti d'une rhétorique de la « périphérie » et en décupler la force au point qu'elle « semble l'avoir définitivement emporté sur le centre », comme le souligne Soulages (2010 : 131). Le lecteur internaute « débarquant par une faille spatio-temporelle dans le texte » de l'actuel rédacteur en chef du *Monde*, affirme Daniel Schneidermann dans la *Gazette* du 04.11.2010¹⁸, aura l'impression « de se retrouver dans une salle de musée, en dehors des heures d'ouverture » soit dans ce « journalisme de surplomb et de l'entre-soi » qui est un journalisme d'initiés, « un journalisme de club anglais à boiseries, que le Web a rendu tragiquement caduc ». Une fois installé dans les espaces discursifs participatifs de la Toile, le journaliste Web, comme tout autre internaute, peut mettre sa liberté à profit afin de revivifier la « tradition frondeuse » du peuple français, progressivement étouffée par les anciens médias et les hommes de pouvoir, affirme l'auteur anonyme¹⁹ de *Crise au Sarkozistan*. Il peut surtout inverser, transgresser ou déplacer les anciens codes et faire bouger les lignes de démarcation si propices à la neutralisation des velléités de contestation.
- 12 Défiger et décentrer les mises en mots officielles, c'est aussi modifier le rapport du média à l'auditoire. Les lecteurs de la *Gazette* sont ainsi constamment invités à commenter, discuter, contredire et/ou réfuter les dires des journalistes et même à soumettre des articles à la rédaction. Ils jouent un rôle actif dans le maintien ou la suppression des émissions. Les journalistes et leurs publics sont donc des sujets de droits égaux dont l'identité est circonscrite par les noms qui les désignent : « individu connecté » (Flichy 2004), individu « incertain » (Rieffel 2005), « surveillant », « déclencheur d'alerte », « redresseur », « rebelle », « résistant », « dissident », « juge » (Rosanvallon 2006), « incontrôlable » résolument installé de l'autre côté de la « ligne jaune » qui le sépare du public des médias « estampillés »²⁰ de la démocratie représentative, soit individu pratiquant sur la Toile une fonction critique politique.
- 13 Cet « individu connecté » y est confronté aux autres internautes avec lesquels il partage des interactions verbales rendant au discours sa fluidité perdue²¹. Résister aux discours institutionnels, permettre de « penser en dehors des clous » implique que l'on redynamise la parole dépolitisée en réinsérant par exemple, dans un dossier consacré à la crise économique, des débats autour de notions taboues comme « protectionnisme », qui serait devenu un terme imprononçable dans les espaces publics institutionnels de la démocratie représentative²². Faire bouger les lignes, réanimer les langues de bois et revivifier la parole politique, c'est aussi, comme on le verra dans le développement ci-dessous, conversationnaliser la rhétorique interactive et créer de nouveaux genres discursifs. « Ligne j@une » en est un exemple type puisque l'émission a pour but d'explorer « les zones grises et les frontières mouvantes entre nouveaux et anciens médias », soit les « frontières » entre « volonté de taire », connivence délibérée avec le pouvoir et « légitime prudence » (@si (31.03.2009) ou responsabilité enfin « assumable » et assumée.

3. De quelques techniques de décentrage des discours institutionnels : la rhétorique du politique sur le Net

- 14 On passe donc à présent à l'analyse de pratiques discursives jouant un rôle fondamental dans la création d'une nouvelle rhétorique du politique mis au Net. On se limitera à deux exemples types²³ : la « conversationnalisation » de la parole critique et la création de genres d'articles.

3. 1. La scénographie de la conversation

- 15 Cette stratégie est qualifiée par Fairclough (1994 : 254, 261) de « conversationnalisation » soit de « modelage du discours public sur les pratiques discursives de la vie ordinaire »²⁴ ; c'est un « trait distinctif envahissant du politique ». Cet écrit oralisé, essentiellement pratiqué dans notre corpus par les auteurs de *La Gazette*, est doublement emblématique. C'est une arme langagière de défigement pour tout acteur social désireux de combattre la rhétorique institutionnelle verticale et ses discours de « grand-messe » consensuelle et péremptoire. Il est aussi représentatif de la volonté de modifier le rapport du médiateur à l'auditoire²⁵. L'intégration d'un français parlé interactif dans la trame de la rhétorique informationnelle voudrait mettre fin aux constats monogérés et aux diktats d'une pensée unique diffusée par des porte-parole distants et anonymes faisant le jeu des institutions. La conversationnalisation est dans *La Gazette* un gage de proximité et d'interactions inhérentes à une conception participative de la démocratie.
- 16 Cette rhétorique présente enfin un dernier avantage majeur : converser n'implique pas l'obligation de prendre clairement et définitivement position ni de conclure, aucune des voix n'est astreinte à remplir le rôle de point de vue fédérateur. Voici les formes que revêt cet écrit oralisé dans un extrait du texte de présentation de la nouvelle « émission » « Ligne jaune » qui a pour but de défiger et de décentrer les discours institutionnels et de transgresser leurs interdits :
- Eh non, ce n'était pas un poisson d'avril, comme l'ont cru certain malins sur le forum [...] Notre première émission « ligne jaune » est... en ligne. Ligne j@une, kesaco ? Simple comme bonjour. Une émission au ras du macadam.[...] C'est une émission à risques. Elle dérapera parfois, au-delà de cette fameuse ligne imaginaire. [...]. Vous protesterez [...]. Mais ce n'est pas grave. Vous serez là pour rétablir les approximations inévitables, vous élever contre les énormités, et (j'en suis sûr) ne pas tomber dans le piège des provocations.
- 17 Les traces discursives de la conversationnalisation sont ici les suivantes : prise de parole à la première personne, « je » explicite, adresse directe aux @sinautes désignés par « vous », niveau de langue familier ludique et convivial : désignation de quelques @sinautes par « certains malins », scénographie de la devinette pour enfants : « ce n'était pas un poisson d'avril », « kesaco ? Simple comme bonjour ». Les membres de l'équipe reconnaissent ouvertement qu'ils ne sont ni omniscients ni tout-puissants et qu'il y aura des risques de « dérapage » soit des écueils en tous genres puisqu'on ose s'attaquer à des tabous. C'est là que l'auditoire, dont la rédaction a pu observer les réactions dans les forums, entre en scène, un auditoire que la rédaction connaît suffisamment pour prévoir d'avance ses réactions : regard critique vigilant à l'égard du média, protestation soit responsabilité assumée : « Vous serez là pour rétablir les

approximations, vous élever contre les énormités, et (j'en suis sûr) ne pas tomber dans le piège des provocations.».

- 18 On peut se demander toutefois si les enjeux de la scénographie de la conversation sont totalement différents de ceux de la rhétorique impersonnelle des anciens médias. Ne pourrait-on pas considérer qu'en dépit de différences formelles abyssales – rhétorique pseudo-objective pontifiante d'un côté, interactions verbales aux apparences conversationnelles familières de l'autre – elles partagent toutefois la même réserve quant à la question de l'engagement et du passage à l'action ? Ce qui pourrait les rapprocher, c'est un même argumentaire implicite qui dirait *grosso modo* : 'vous n'avez rien à craindre ; nous n'avons pas l'intention de nous ingérer dans votre passage à l'action politique ni de vous dire par exemple pour qui voter ; on ne souhaite pas dépasser les limites du politique'²⁶. On restera dans le champ de l'information, de la délibération, de la critique et de la fonction de veille. La communication « verticale » voudrait rassurer le lecteur en arborant des apparences de neutralité, la communication « horizontale » d'égal à égal le rassure en se contentant de converser avec lui et/ou devant lui et de concilier paroles « castagneuses » conflictuelles et paroles « tendres »²⁷ conviviales sans déboucher sur la moindre injonction ou incitation à passer aux actes ni à se fédérer et à s'agréger.

3. 2 La création de nouveaux genres discursifs

- 19 Passons à présent au second et dernier exemple type permettant de définir et d'analyser la rhétorique de reconfiguration de la parole politique mise au Net. Il s'agit de la création de nouveaux types de textes²⁸. *La Gazette* propose des « émissions » comme « le neuf-quinze », « ligne jaune », « d@ns le texte », « Chez les éconauts » où l'on peut observer la mise en œuvre de pratiques discursives hétérogènes, unifiées par des rituels et par la désignation explicite des enjeux du nouveau genre discursif²⁹. Les contraintes que s'imposent les créateurs de ces émissions sont désignées et justifiées explicitement ; elles lient une liberté et une responsabilité énonciatives retrouvées à une nouvelle conception de la parole politique. Il y a rupture consciente et délibérée avec la *doxa* régulant les contraintes discursives et rhétoriques des genres d'articles traditionnels. On appliquera donc aux textes du corpus la notion d'« institution discursive » définie par Maingueneau (2010 : 86-87). L'analyste du discours y juxtapose les deux acceptions suivantes : 1) « action d'établir, processus de construction légitime » et 2) « (sens usuel) organisation de pratiques et d'appareils » ; les genres discursifs ainsi établis sont « pensés à travers les métaphores du rituel, du contrat, de la mise en scène ». Cette définition permet de revisiter et d'amender la notion de discours institutionnel et d'en élargir le sens de façon à ce qu'elle puisse référer aux prises de parole politiques à la fois représentatives et participatives. « Action d'établir » réfère dans notre contexte aux initiatives prises par les rédacteurs des deux sites en matière de genres discursifs innovateurs. Ces actes créateurs sont accomplis par des « individus-citoyens » qui se soucient du bien commun, mais s'opposent à la « citoyenneté définie comme transcendance et abstraction »³⁰. « Construction légitime » correspond à la création et à la configuration proprement dites des genres de texte, légitimées par le lieu d'où parlent ces médias, soit les espaces discursifs de la société civile et de la démocratie participative où chacun est amené à assumer une conception à la fois individuelle et collective de la responsabilité. Les exemples et

extraits que l'on commentera ci-dessous illustreront ce que Maingeneau qualifie de « métaphores du rituel, du contrat, de la mise en scène »³¹.

- 20 La première illustration concerne l'émission « D@ns le texte » qui décentre, reconfigure et politise le genre du compte rendu littéraire. La création de l'émission est annoncée le 8 mars 2009 dans la chronique « Chez nous » où les rédacteurs de *La Gazette* décrivent et justifient le *making of* du site. On y retrouve la scénographie de la conversation avec un auditoire dont on sollicite les réactions et donc la légitimation ou les critiques. L'analyse de la rhétorique des discours politiques y est présentée comme la motivation par excellence de l'émission. « D@ns le texte » aura pour but de « rentrer dans les textes avec gourmandise et [...] exigence » et d'explorer le politique au prisme d'ouvrages littéraires³² ou d'« articles, discours et pourquoi pas vidéos ? » ou même « de grands textes classiques » ; la puissance verbale de ces derniers pourra constituer un angle d'attaque pertinent et éclairant pour tout @sinaute à la recherche d'une interprétation philosophique approfondie du politique. Il s'agit d'y « révéler de manière spectaculaire combien la textualité est polysémique, ambivalente, gisement de débat », « “provocation” dans le beau sens du mot à penser plus loin, à faire VIVRE le texte dans la pluralité de ses significations »³³. Bref « D@ns le texte » sera « partout où un texte élaboré et mystérieux » « aux entrailles profondes », « entre en collision avec le monde d'aujourd'hui » et répond à des questions sourdes et latentes³⁴. L'intérêt que manifeste l'émission pour le « rôle des textes dans le déclenchement des insurrections »³⁵ conduit ainsi la rédaction de *La Gazette* à inviter Eric Hazan, directeur des Éditions La Fabrique et éditeur d'un petit ouvrage anonyme intitulé *L'insurrection qui vient*, puis à discuter avec lui d'un essai politique rédigé par Nathalie Quintane et intitulé *Tomates*. Cet ouvrage, qualifié d'« OVNI » par la rédaction, a retenu son attention car elle y retrouve, comme on le verra ci-dessous, quelques-uns de ses axiomes et de ses enjeux fondamentaux. Hazan, lecteur de Quintane, déclare en effet au cours de l'émission : « ce livre n'est pas politique parce qu'il parle de politique, mais en raison de la manière dont il est construit ». L'ouvrage est agencé, à ses yeux, à rebours de la rhétorique dominante des « narrations industrielles » soit les « romans, storytelling, articles de presse », il serait contestataire et « subversif » du seul fait de ce renoncement radical aux contraintes institutionnalisées du genre du récit littéraire ou médiatique. La rédaction du média digital voit dans cet essai la mise en œuvre d'une rhétorique politique puisant des forces dans l'évocation de grands textes classiques (Quintanecite et commente, entre autres, abondamment des extraits de Blanqui) et transformant la dislocation délibérée de la mise en intrigue en acte de protestation politique. L'analyse de cet extrait du chapitre 1 nous servira d'exemple type :

Penchée sur mes plants de tomates, désherbant délicatement tout autour et sectionnant les feuilles basses pour ne garder que la tête, je me suis vue travaillant ce faisant comme à **Tarnac**, la culture de tomates dans une zone très limitée de mon jardin. [...] Aussi ai-je vu (vision) des écrivains, [...] sinon maniant la binette [...], pour les plus conséquents, reprendre enfin Blanqui [...] couplant cette lecture aux arrestations opérées au village de Tarnac [...]. J'achetai, en 2008-2009 surtout, un nombre considérable de livres politiques historiques tentant de compenser ma minorité numérique en la bardant de ces livres [...] minorité parce que j'habite à la campagne, et que la campagne est une chose bizarre, comme l'a bien suggéré Benjamin de Tarnac en décrivant les flics de la police scientifique [...] disant que la campagne c'est pas mal et décidant peut-être au retour de planter des tomates. J'avais prévu d'acheter les graines à **Kokopelli** – de tomates. Ils vivent dans le Gard – pour ce déjà peut-être sur la liste des départements d'opposition, Corrèze ou Alpes de Haute-Provence -, vendent et cultivent des plantes oubliées, des semences,

diffusent **la recette interdite** du purin d'orties, que je tiens de mon père [...]. Transposé, le problème du choix entre une graine non industrielle et un plan issu d'une graine industrielle équivaut au dilemme du militant se demandant s'il reste au parti socialiste par fidélité pour un passé doux ou s'il le quitte, et cela le violence (7-17).

- 21 Le travail de dislocation de la trajectoire rectiligne du récit est effectué ici par les techniques suivantes : l'essai oscille entre l'évocation d'une narratrice, l'auteur du volume, se livrant à une activité prosaïque anodine : la « culture de tomates » et un questionnement politique sur l'interdiction (« la recette interdite du purin d'orties »), mode de gouvernance coercitif répressif, mais aussi sur la résistance de la société civile (« les départements d'opposition »). Blanqui amplement cité et commenté dans le volume remplit la fonction de modèle du « syndicalisme révolutionnaire » et de l'éloquence protestataire. Tarnac est le nom de la localité où a eu lieu « l'accident politique » que l'auteur de *Tomates* considère comme emblématique (arrestation de citoyens soupçonnés d'avoir saboté le réseau SNCF) et qui inspire une critique de la violence étatique se poursuivant dans tout le livre. L'initiative de ce questionnement politique n'est pas prise par la représentante d'une institution gouvernementale, mais par celle d'une « minorité numérique »³⁶, soit par une voix individuelle montant de la société civile afin d'exercer une fonction critique autonome. L'insertion dans ce chapitre de dix-sept pages de trois pages de conversation familière entre l'auteur et son père (13-16) sur des sujets prosaïques aux antipodes de considérations politiques rappelle la scénographie de la proximité insérée par *La Gazette* dans la trame de l'information politique pour y décentrer et y contester la solennité et le sérieux du ton de discours institutionnels. Promouvoir sur la Toile un ouvrage « périphérique » comme celui-ci, c'est donc contribuer à donner la parole à une minorité marginalisée et décentrer le genre descriptif du compte rendu vers des espaces discursifs politiques où l'acte de « dire non »³⁷ est accompli d'entrée de jeu par les formes non conventionnelles de l'agencement textuel.
- 22 D'autres émissions auraient assurément mérité d'être commentées, mais on se limitera au moment de conclure au commentaire d'un extrait d'une nouvelle chronique, « Chez les éconauts » créée afin de tenter de comprendre le langage codé et les tenants et aboutissants de la crise économique en France et dans le monde. La chronique est définie en ces termes : « voyage en Patago-économie, pays si proche mais aux dialectes si mystérieux. Par Anne-Sophie Jacques, voyageuse néophyte (ou presque) en « économie, mais experte en désossage des jargons ». Cet extrait³⁸, le voici :
- Que disent les « textes sacrés » du PS sur le quotient familial ? Notez que j'aurais pu [...] rendre la fiscalité plus sexy que Canto [l'ex-footballeur Eric Cantona instigateur d'un mouvement social]. Je suis sûre que c'est possible. Après tout, qu'y a-t-il de plus chaud qu'une fusion (CSG/IRP) ? De plus torride qu'une progressivité (de l'impôt) ? De plus appétissant qu'une assiette (fiscale) ? Pas grand-chose, nous sommes d'accord. Au défi sur velours je préfère le défi c'est du lourd alors je me colle à la paléographie, « cette science qui traite des écritures anciennes, de leurs origines et de leurs modifications au cours des temps et plus particulièrement de leur déchiffrement » et décortique pour vous les textes sacrés du PS.
- 23 On considérera ce passage comme un exemple type de la rhétorique du politique mis au Net par *La Gazette*, pour les raisons suivantes : 1) défigement des jargons d'experts, désacralisés par l'ironie verbale de qualifications anti-phrastiques comme « sexy », « chaud », « torride » référant au champ aride de l'économie, 2) traces discursives de conversationnalisation : recours aux pronoms interactifs « je » et « vous », simulation

d'un échange de questions et de réponses, français parlé familier : « je me colle à », 3) ton ludique qui prend le contre-pied du ton solennel ou pontifiant des « grands-messes » institutionnelles et recourt à la métaphore du voyage « en Patago-économie, pays si proche mais aux dialectes si mystérieux » pour nommer une enquête sur un sujet économique ingrat. Plusieurs techniques convergent en l'occurrence : création d'un néologisme, fictionnalisation ludique de l'économie grimée en contrée exotique, 4) réactivation de la dimension phonétique du discours. On peut l'observer dans l'homéotéleute « velours/lourd » qui confronte les faux risques courus par les anciens médias à la gravité de risques affrontés sans tergiverser par les nouveaux médias. A ces jeux de mots phonétiques s'ajoute une figure de répétition : la cadence ternaire de « qu'y a-t-il de plus chaud qu'une fusion (CSG/IRP) ? De plus torride qu'une progressivité (de l'impôt) ? De plus appétissant qu'une assiette (fiscale) » - qui augmente l'impact de l'ironie par antiphrase (les dénotés de chaud, torride et appétissant réfèrent à un ennui mortel) et parachève l'opération de défigement discursif : il n'y a pas une dimension du langage qui n'ait été réactivée. Le mélange intentionnel des niveaux de langue - technique notoire de la satire politique et sociale - n'a pas uniquement pour fin de tourner en dérision un discours exagérément opaque, mais de lui substituer une prose fluide et souple qui allie lexique cultivé et familier : « néophyte », « paléographie », « progressivité (de l'impôt) » y vivent en parfaite harmonie avec « sexy » ou « je me colle ». L'écriture est redynamisée et donc repolitisée par l'agrégation vivifiante de registres discursifs hétérogènes. A la puissance de ces divers types de prose s'ajoutent la force illocutoire, la plasticité et la fluidité du langage parlé et de la conversation, mais aussi l'impact de qualifications métaphoriques comme « désosser les jargons », « décortiquer les textes sacrés du PS » rappelant que l'analyse des rhétoriques des discours publics est plus que jamais indissociable du politique mis au Net. Ce nouveau genre de texte exerce ainsi un devoir de veille critique, ancré dans un langage et une rhétorique dont le non-conformisme est une nouvelle forme de contestation politique.

Quelques mots de conclusion

- 24 La décision de « nommer à tout va », de dire crûment ce que masquent les euphémismes, bref de tenir un discours critique sans concessions face à toute pratique discursive qui tenterait de déposséder les citoyens du droit de comprendre, de contester et de juger n'est pas en soi une nouvelle forme du politique. Les journalistes révolutionnaires avaient déjà inclus dans leur combat contre les monarchistes la nécessité d'émanciper les leurs par le démasquage de la rhétorique aliénante³⁹ des « aristocrates ». Ils avaient créé et préconisé à cette fin le « parler vrai »⁴⁰, sa syntaxe délibérément paratactique et son rythme heurté afin de soustraire le peuple aux manipulations des maîtres d'hier et de leurs tentatives langagières d'endormir sa vigilance et sa méfiance. Les responsables de *La Gazette* cherchent de même à mettre en œuvre des stratégies discursives aptes à déstabiliser et neutraliser les discours de domination institutionnels, tandis que les auteurs d'*Acrimed* se livrent à des attaques langagières en règle contre les « impostures » rhétoriques des agents de la domination par le langage et de leurs complices médiatiques. Aujourd'hui comme hier, c'est en choisissant une rhétorique à rebours de la rhétorique critiquée et refusée que les internautes du corpus tentent d'élaborer un nouvel avatar rhétorique de la contestation politique. Il y aurait toutefois une vérité à admettre : un discours

participatif contestataire ne peut émerger du néant ; il est contraint de se définir par rapportaux discours représentatifs et donc de composer avec la solidarité des contraires. Un clivage par trop radical entre démocratie participative et représentative ne risquerait-il pas de mener la rhétorique de contestation « horizontale » à de nouveaux types de ressassement et de figement discursif ?

- 25 Il me semble toutefois nécessaire, au moment de conclure, de renforcer la visibilité des lieux discursifs que l'on a considérés, dans le corpus de cette étude, comme proposant de nouvelles formes d'argumentation politique. Il s'agit tout d'abord du retour du sujet qui revendique la liberté de dire sans déléguer le droit à la prise de parole politique à un quelconque représentant et en assume lui-même ouvertement les responsabilités. Les « individus connectés », soit l'auteur du Net et/ou son lecteur, sont des sujets de droits égaux ; le proposant et l'opposant de ces échanges sont l'un pour l'autre des juges qui évaluent et le vrai et le juste ; ils tentent ensemble ou séparément de démonter les stratégies discursives ou argumentatives coercitives et de leur substituer un langage émancipateur. Ceci les conduit ainsi à substituer l'« horizontalité » à la « verticalité », la proximité à la distance soit les vertus de la conversation à celles des grands-messes, mais aussi à créer de nouveaux genres discursifs dont les contraintes ne sont pas imposées du dehors par un système de valeurs préétabli, mais par des individus. Ces derniers n'acceptent que ce qui fait sens pour eux et considèrent ne plus avoir besoin de diktats « en surplomb » pour remplir des devoirs civils définis par une éthique de responsabilité à la fois individuelle et collective.

BIBLIOGRAPHIE

- Archard, Pierre, Anne Croll & Pierre Fiala (éds). 1995. « Dire *non* en politique », *Mots* 45
- Amossy, Ruth. 2000. *L'argumentation dans le discours* (Paris : Nathan)
- Amossy, Ruth, Roselyne Koren. 2010. « Argumentation et discours politique », *Mots* 94, « Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010) », 13-21
- Barbet, Denis, Marc Bonhomme & Michael Rinn. 2006. « La politique mise au Net », *Mots* 80
- Bonhomme, Marc, Pia Stalder. 2006. « Analyse sémiolinguistique des pages d'accueil des sites politiques suisses sur Internet », *Mots* 80, 11-23
- Bonnaïfous, Simone, Maurice Tournier. 1995. « Analyse du discours, lexicométrie, communication et politique », *Langages* 117, « Les analyses du discours en France », 67- 81
- Buffon, Bertrand. 2004. « Perelman et la relégitimation du politique », Meyer, Michel (éd.). *Perelman Le renouveau de la rhétorique*. (Paris : PUF), 39-50
- Carlier, Pierre. 2003. « Avant-propos », Bonnaïfous, Simone, Pierre Chiron, Dominique Ducard & Carlos Levy (éds). *Argumentation et discours politique* (Rennes : PUR), 11-15
- Cardon, Dominique. 2010. *La démocratie internet. Promesses et limites* (Paris : Seuil)

- Chaput, Mathieu. 2008. « Analyser la discussion politique en ligne. De l'idéal délibératif à la reconstruction des pratiques argumentatives », *Réseaux*, vol. 26-150, « Parler politique en ligne », 83-106
- Charaudeau, Patrick. 2002. « Genre de discours », Charaudeau, Patrick & Dominique Maingueneau (éds). *Dictionnaire d'analyse du discours* (Paris : Seuil), 277-281
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique Les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Fairclough, Norman. 1994. "Conversationalization of public discourse and the authority of the consumer", Keat, Russel, Nigel Whiteley & Nicholas Abercrombie (eds). *The Authority of the consumer* (London: Routledge), 253-268
- Flichy, Patrick. 2004. « L'individualisme connecté entre la technique numérique et la société », *Réseaux* 124, vol. 2, « Nouvelles réflexions sur l'Internet », 17-51
- Flichy, Patrick. 2008. « Internet, un outil de la démocratie ? », *La vie des idées*, 14 janvier 2008. ISSN : 2105-3030. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Internet-un-outil-de-la-democratie.html>
- Fogel, Jean-François, Bruno Patino. 2007. *Une presse sans Gutenberg. Pourquoi Internet a bouleversé le journalisme* (Paris : Seuil)
- Glatigny, M. et J. Guilhaumou (éds). 1981. *Peuple et pouvoir, essais de lexicologie* (Lille : Presses universitaires de Lille)
- Greffet, Fabienne, Stéphanie Wojcik. 2008. « Parler politique en ligne. Une revue des travaux français et anglo-saxons », *Réseaux*, vol. 26-150, 19-50
- Hert, Philippe. 1999. « Quasi-oralité de l'écriture électronique et sentiment de communauté dans les débats scientifiques en ligne », *Réseaux*, vol. 17-97, 211-259
- Koren, Roselyne. 1991. « Violence verbale et argumentation dans la presse révolutionnaire et contre-révolutionnaire », *Studies On Voltaire and The Eighteenth Century*, 287, The Voltaire Foundation, 319-334
- Koren, Roselyne. 1996. *Les enjeux éthiques de l'écriture de presse* (Paris : L'Harmattan)
- Koren, Roselyne. 2003. « Stratégies et enjeux de la "dépolitisation par le langage" dans un corpus de presse actuel », *Recherches en communication* 20, « La polémique journalistique », 65-83
- Krieg-Planque, Alice, Claire Oger. 2010. « Discours institutionnels. Perspectives pour les sciences de la communication », *Mots* 94, « Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010) », 91-96
- Maingueneau, Dominique. 2010. « Le discours politique et son "environnement" », *Mots* 94, « Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010) », 85-90
- Monnoyer-Smith, Laurence. 2011. « La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques ? », *Participations* 1/2011 (no. 1), 156-185
- Nowicki, Joanna, Michaël Oustinoff & Anne-Marie Chartier. 2010. « Les langues de bois », *Hermès* 58, 9-12
- Perelman, Chaim, Lucie Olbrechts-Tyteca. 1983 [1958]. *Traité de l'argumentation La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles)
- Quintane, Nathalie. 2010. *Tomates* (Paris : P. O. L.)
- Rieffel, Rémy. 2005. *Que sont les médias ?* (Paris : Gallimard)
- Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie La politique à l'âge de la défiance* (Paris : Seuil)

Schepens, Philippe (éd.). 2006. « Catégories pour l'analyse du discours politique », *Semen* 21

Schlanger, Judith. 1979. *L'enjeu et le débat* (Paris : Denoël)

Schneidermann, Daniel. 3 novembre 2006, « La fin des “médias finis” ? », *Libération*, <http://www.liberation.fr/tribune/010165265-la-fin-des-medias-finis>

Soulages, Jean-Claude. 2010. « Vie et mort du citoyen cathodique », *Mots* 94, « Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010) », 125-140

NOTES

1. Cf., à ce sujet Amossy et Koren (2010 : 14).

2. Formule employée par Marc Bonhomme et Michaël Rinn (2006) dans : « La politique mise au Net ».

3. « Faire de la politique, c'est critiquer les médias » est ainsi le titre d'une émission de novembre 2010 (*Gazette@si* 150, 05.11.10) où l'un des collaborateurs du média, Didier Porte, déclare : « faire de la politique aujourd'hui, c'est faire de la critique de médias, regardez Mélenchon ! ». Et de fait l'un des leitmotivs de la campagne électorale d'hommes politiques comme François Bayrou en 2007, Arnaud Montebourg, Vincent Peillon et Jean-Luc Mélenchon est la nécessité de problématiser la connivence médias/institutions et les modalités anti-démocratiques de l'ingérence de ces mêmes médias dans l'orientation de la vie politique. Ce type d'ingérence est d'ailleurs présenté comme la cause décisive de la création d'*Acrimed* ; cf., à ce sujet, la note 5.

4. La création de *La Gazette* par Daniel Schneidermann dont la carrière a commencé dans la presse écrite traditionnelle et à la télévision, correspond à un désir de rupture avec une conception de l'écriture considérée désormais comme inconciliable avec l'« information participative ». Schneidermann justifie ce point de vue dans une tribune emblématique, publiée dans *Libération* « La fin des “médias finis” ? » dont voici un extrait : « Information représentative contre information participative, les deux promesses semblent aussi inconciliables que deux religions différentes. Si j'ai adhéré à la seconde, si je me suis laissé convertir à la religion de la wiki-information [...] il n'y a plus de marche arrière possible. Je ne reviendrai jamais à “l'actualité finie”. Cette “Actualité” majuscule que j'ai laissée derrière moi m'apparaît dans le rétroviseur comme une construction subjective, un choix parmi tant d'autres possibles, rien de plus ».

5. L'association *Acrimed* est née d'un profond sentiment de malaise et d'un désir de contestation publique face au traitement médiatique du mouvement social de novembre-décembre 1995 et des grèves nationales qu'il avait entraînées (cf., « Nos objectifs » et « Où en est la critique des médias ? » <http://www.acrimed.org/rubrique107.html> et www.acrimed.org/article3328.html). Ses membres sont « journalistes », « salariés des médias », « chercheurs et universitaires, acteurs du mouvement social » et « usagers des médias ». Cette association voudrait activer simultanément des « savoirs professionnels », « théoriques » et « militants » « au service, affirme-t-elle, d'une « critique indépendante, radicale et intransigeante », cf. « Quelle critique des médias ? », <http://www.acrimed.org/article3421.html>.

6. Patrick Charaudeau (2005 : 30-31) considère le « commentaire » comme le troisième « lieu de fabrication du discours politique », les deux premiers étant le « système de pensée » idéologique et « l'acte de communication ». Ce genre discursif n'engage pas les actants qui s'y livrent ni leurs auditoires dans une action concrète ; il se situe dans le champ du politique où il s'agit essentiellement de problématiser des opinions sur un mode plus ou moins conflictuel, dans le champ de la société civile.

7. Voir « Acrimed sur le plateau d'Arrêt sur images », 5.5.2010, <http://www.acrimed.org/article3369.html>, texte de 12 pages où Henri Maler, membre de l'association, déclare que celle-ci « ne se satisfait pas de s'adresser à des "consommateurs de contestation, mais souhaite s'adresser à des "acteurs collectifs" ».
8. Les responsables des deux sites ont confronté leurs points de vue à plusieurs reprises ; l'une de ces confrontations donne lieu en mai 2010 à une émission sur le plateau de la Gazette et à un rapport détaillé dans *Acrimed*.
9. Cf., dans les deux cas, [arretsurimages.net](http://www.arretsurimages.net). Ces deux petits livres de 96 et 94 pages sont distribués par www.lepublieur.com, « préface » de Daniel Schneidermann dans *Crise au Sarkozistan*, « transcription » par ce même auteur dans *L'interview impossible*.
10. Ces textes ont de quatre à six pages en moyenne, mais « Informer sur l'information – Petit manuel de l'observateur des médias », édité en février 2004 et épuisé depuis, vient d'être rediffusé sur le site, le 13.02.2012, <http://www.acrimed.org/article1446.html>. C'est un texte de vingt-deux pages.
11. <http://www.acrimed.org/article3367.html>
12. Le numéro 1 de la revue *Médiacritique(s)* consacre un article (« Fétichisme médiatique : "Les marchés" pensent pour vous ») à cette rhétorique du « ça parle » qui personnifie les marchés et les transforme en « sujets individuels et vivants qui pensent, s'inquiètent, attendent ou raisonnent » (7-8). Il s'agit là d'une technique notoire ; cf., à ce sujet, Koren (1996 : 78-82).
13. Cf. « Quelle critique des médias ? », 06.09.2010, <http://www.acrimed.org/article3421.html>. Ces « propositions alternatives » concernent essentiellement la transformation de la question des médias en problématique politique et un projet de réorganisation du financement des médias et du cadre institutionnel chargé de faire respecter leur autonomie, mais aussi d'exercer un contrôle éthique.
14. Entretien avec Dominique Cardon, sociologue et auteur de *La démocratie Internet*, *Le Monde*, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/10/08/pourquoi-l-internet-n-a-t-il-pas-change-la-politique_1422756_651865.html.
15. Dominique Cardon souligne dans l'article cité ci-dessus (cf. la note 14) que « beaucoup s'abritent tranquillement dans des espaces conversationnels en clair-obscur ».
16. « Tous [les pionniers du journalisme en ligne] offrent de façon invariable l'image d'un monde horizontal. La configuration en réseau de leur média interdit aux rédactions de s'organiser selon une classique hiérarchie pyramidale. »
17. Émission du 23.12.2010 Par la rédaction, « Face à l'affaire Woerth, Montesquieu aurait feint la naïveté », <http://www.arretsurimages.net/contenu-imprimable.php?id=3626>.
18. « Le monde, une autocritique pour initiés », <http://www.arretsurimages.net/vite.php?id=9544>.
19. Cf. « De l'impertinence, ou le refuge Internet » (p.57). Cet anonymat est bien sûr fictif : Schneidermann est l'auteur de ce livre et du suivant : *L'interview impossible*. Ce recours à un anonymat fictif est une technique ludique, ironique. Les instances du pouvoir n'ont pas pris sur le discours de l'internaute ; simuler une prudence superflue est un type de dérision narquois.
20. Cf. « Lignes jaunes », 31.03.2009, <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=1821>.
21. Les techniques d'Internet jouent bien sûr un rôle central dans cette idéologie de la plasticité, de la fluidité et de l'horizontalité. L'internaute est un « navigateur roi » (Fogel et Patino 2007 : 31), un promeneur libéré du joug d'instances verticales, qui bénéficie de la libre circulation de l'information. Il peut ainsi mettre à profit, lit-on dans *Réseaux* 150 : 75, « des chaînages argumentatifs [ramassés] dans un lien hypertexte » et « littéralement déplier dans un clic des propositions pour s'assurer de la robustesse des faits sur lesquels elles s'appuient ».
22. *Gazette d'arrêt sur images*, no 173, « Mélenchon et Todd : et si on écoutait enfin les gugusses ? », 15.04.2011, <http://www.arretsurimages.net/dossier.php?id=244>, 3931, 3932.

23. La rhétorique du portrait de l'homme de pouvoir et de la satire politique et sociale aurait pu constituer un troisième exemple type particulièrement significatif. On y a renoncé pour ne pas dépasser les limites de l'article, mais aussi parce que ces genres discursifs ne sont pas spécifiques du politique mis au Net.

24. Le terme de « conversationnalisation » ne réfère pas en l'occurrence au système global d'interaction verbale pratiqué sur le Net, mais à une scénographie de la proximité, spécifique de la rhétorique de *La Gazette*. On pourrait la qualifier dans les termes de Rosanvallon (2006 : 72-73) de « forme politique ». Les enjeux de cette rhétorique sporadique seront problématisés dans le développement ci-dessous.

25. Cf., Bonhomme et Stalder (2008 : 15). Le corpus construit par les auteurs de l'article concerne certes des sites de partis politiques, mais il apparaît clairement que certains d'entre eux ont intériorisé cette nouvelle rhétorique et accordent une place centrale à la totalité de « la palette des possibilités dialogiques » recensées et classées dans cette analyse des pages d'accueil.

26. *Acrimed* insiste sur le fait qu'elle souhaite ne pas se limiter à une posture de contestation, mais passer du politique à la politique. L'association se dit en outre ouvertement de gauche, mais elle n'est affiliée à aucun parti et se refuse, à la veille des élections présidentielles de 2012, à inciter à voter pour un candidat particulier. Son engagement consiste donc essentiellement dans la tentative de démontrer que la question de l'autonomie financière et administrative des médias et de leur déontologie est un problème politique national, ce qui conduit l'association à la formulation de propositions concrètes à ce sujet.

27. Cf. la présentation de la chronique par son producteur, Daniel Schneidermann, le 31 mars 2009, dans la rubrique « Chez nous » où est présenté et justifié le *making of* du site, <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=1824>. *La Gazette* n'a pas inventé cette scénographie dont on peut observer de brèves apparitions dans les billets d'humeur de la presse écrite traditionnelle ; elle y est souvent activée à des fins politiques satiriques (cf. Koren 1996 : 54-158). La différence consiste donc dans le statut de cette scénographie : simple technique ludique dans le billet d'humeur ; forme rhétorique du politique sur le Net.

28. Cf., au sujet des notions de type de texte ou de genre de discours, l'entrée « genre de discours » rédigée par Charaudeau (2002 : 277-280) et plus particulièrement les dernières lignes de la conclusion où l'auteur considère l'ancrage social du discours, sa nature communicationnelle, les régularités compositionnelles des textes et leurs caractéristiques formelles comme des aspects liés les uns aux autres. Nous abonderons ici dans ce sens.

29. On renonce ici à l'analyse d'un exemple type de la prose d'*Acrimed* afin de ne pas dépasser les limites de l'article. Le lecteur lira avec profit le texte suivant, particulièrement représentatif du genre discursif créé par l'association : « Fort avec le faible, faible avec le fort : l'anticonformisme de la revue *Médias* », publié le 4 août 2009. <http://www.acrimed.org/article3191.html>. La méthode consiste à nommer et à définir le problème, en l'occurrence la « liberté de dire », à critiquer radicalement la conception de l'anticonformisme défendue par *Médias* et à analyser, mot à mot, des extraits de journaux de la presse écrite nationale illustrant et confirmant la thèse défendue par l'association.

30. Cf. Soulages (2010 : 128) et la citation de Schnapper (2002), intégrée dans son texte.

31. Cf., également, au sujet de la fonction des rituels discursifs dans la régulation des genres, *Mots* 94 : 95, 107, 110, 128-129.

32. On peut lire ainsi, dans la version écrite de l'émission du 1^{er} janvier 2010, rédigée par la rédaction et intitulée « Vous aussi, plongez d@ns le texte avec nous », que l'une des premières émissions sera consacrée à un texte, *Le droit à la paresse*, publié par Paul Lafargue en 1880. Deux responsables socialistes y participeront et y « argumenteront sur la pertinence (ou non) d'une lecture contemporaine de ce pamphlet. Travaille-t-on pour vivre, ou vit-on pour travailler ? Plus d'un siècle après Lafargue, conclut la rédaction, les socialistes n'ont toujours pas trouvé une réponse à cette question ».

33. Chronique « d@ns le texte », Par la rédaction, 11 mars 2009, <http://www.arretsurimages.net/contenu-imprimable.php?id=1756>.
34. « D@ns le texte, nécessairement », 13.01.2010, <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=2654>.
35. Il avait beaucoup été question de la menace d'insurrections en mai 2009 et tout particulièrement dans *Libération* et *Le Nouvel Observateur*. « Tomates et insurrection, D@ns le texte », 11 novembre 2010, <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=3500>.
36. L'agencement des pages 11 et 12 est effectué par la juxtaposition de sept acceptions éthiques et politiques de la notion de « minorité numérique ».
37. Cf. *Mots* 45 : « Dire non en politique ».
38. Le texte a été publié le 12 janvier 2012 dans « Quotient familial : que disent vraiment les textes sacrés du PS ? ». Cette chronique de cinq pages sonde les textes publics dont elle déplore et démontre l'opacité langagière ; elle reproduit et critique des graphiques, évoque l'histoire de ce projet depuis la présidence de Jospin et constate que le rapport Fabius consacré à la question est, en fait de « sacré », surtout secret, ce qui parachève donc l'opacité de ce projet de réforme.
39. Cf., à ce sujet, dans Koren (1991 : 326), *L'Ami du peuple* du 29 décembre 1790 : « la morale des rois leur fait un devoir de l'astuce, du mensonge, de l'imposture [...] en dévoilant ces impostures [...] je remplis le plus saint des devoirs ». Cf., également, J. Schlanger (1979 : 199), *L'Enjeu et le débat*, Paris, Poche, Denoël : « Le verbe révolutionnaire [...] ne cherche pas à suggérer par litote, par euphémisme, ni non plus par antiphrase [...] On ne cultive pas la puissance du moindre, du décalé, du subreptice [...]. Il faut que tout soit exprimé complètement [...]. L'éloquence de la tribune comme l'éloquence de la presse misent sur la puissance du dévoilement intégral. »
40. Cf., J. Guilhaumou (1981 : 146) : « les nouveaux représentants vont dire la vérité au peuple, ils sont présumés porteurs du "langage de la vérité" [...]. Vos représentants vous doivent au moins la vérité », *Peuple et pouvoir, essais de lexicologie*, textes présentés et réunis par M. Glatigny et J. Guilhaumou, Presses universitaires de Lille.

RÉSUMÉS

Cet article entend démontrer que la critique de la rhétorique des anciens médias par le site journalistique *Arrêt sur images*, et par l'association citoyenne *Acrimed*, constitue une nouvelle forme numérique du politique. *Acrimed* est une organisation militante qui associe critique et passage à l'action ; *Arrêt sur images* s'en tient strictement à une posture critique ; l'une voudrait problématiser et persuader, l'autre susciter la réflexion. Ces deux sites se livrent toutefois sur le Net à un même type d'analyse discursive ayant pour objet et pour cible la rhétorique figée d'institutions représentatives. Dans cet article, la notion d'argumentation politique est donc appliquée au sens large, à un corpus « qui implique un jugement sur l'organisation de la communauté » (Carlier 2003). Ces deux médias explorent les traces de la dépolitisation par le langage, mais œuvrent aussi simultanément à une repolitisation de la parole publique et donc à la création d'une nouvelle rhétorique de contestation. L'analyse d'exemples types permettra de passer de la théorie à la pratique et tentera de circonscrire quelques traits spécifiques majeurs de cet avatar langagier du politique.

The aim of this paper is to find out whether the criticism of the traditional media by a journalistic site, *Arrêt sur images*, and by a civil association, *Acrimed*, is a new digital form of

political argumentation. *Acrimed* is a militant organization combining criticism and action; *Arrêt sur images* strictly confines itself to a critical posture. One wishes to problematize and persuade, while the other only wants to stimulate reflection. These two discursive institutions, however, activate the same kind of polemical analysis against representative democratic rhetoric. Therefore, the notion of political discourse will broadly refer to a corpus “which implies a judgment on the organization of the community” (Carlier 2003). These two media outlets explore the traces of verbal depoliticizing, but also deal with the re-politicizing of public speech and the creation of a new rhetoric of protest. By appealing to typical examples, we attempt to circumscribe the key traits of this verbal expression of political debate.

INDEX

Mots-clés : argumentation politique « mise au Net », conversationnalisation, dépolitisation, genre discursif numérique, langue de bois, repolitisation

Keywords : conversationalization, depoliticizing, digital discourse genre, political argumentation on the Internet, re-politicizing, “langue de bois” (lignification of language)

AUTEUR

ROSELYNE KOREN

Université Bar-Ilan, ADARR